

loi Smith comporte également une lutte pour ceux qui avaient été les premiers condamnés en vertu de cette loi. Le résultat de cette politique fut la paralysie et l'impuissance de ce mouvement.

En mars, vient de se tenir à New York une Conférence de défense des citoyens groupant 400 délégués qui avait à son ordre du jour la lutte contre la loi Smith. Le recul de l'influence stalinienne s'expli-

ma dans le fait que cette fois-ci la conférence qui groupait des membres de plusieurs partis (Progressif, American Labor, Communiste, Trotskyiste) s'exprima pour le front unique le plus large, pour la défense des dirigeants communistes dont le procès vient en appel et pour la restitution de leurs droits civiques aux trotskystes condamnés de 1941.

## Afrique du Sud

### Mouvement de désobéissance contre les lois racistes

Si dans les Etats du sud des Etats-Unis, les blancs constituent plus des deux-tiers de la population, dans l'Union sud-africaine ils ne représentent qu'un cinquième. C'est pourquoi la classe dominante blanche en Afrique du sud doit appliquer, pour conserver le pouvoir, un système raciste appelé *Apartheid* beaucoup plus oppressif et plus totalitaire même que le régime existant au sud des U.S.A. C'est ce qui rend la situation en Afrique du sud tellement explosive.

La crise constitutionnelle qui sévit actuellement dans l'Union sud-africaine est à première vue, un conflit entre les Blancs. Le 20 mars dernier, la Cour suprême déclara anticonstitutionnelle la loi raciste du gouvernement Malan. Ce gouvernement ne possède qu'une faible majorité au Parlement, 86 sièges sur 159. Afin de s'installer plus solidement au pouvoir, il décida d'enlever le droit de vote à 50.000 électeurs de couleur habitant l'Etat du Cap. Cette loi n'obtint pas au Parlement les 2/3 des voix nécessaires pour toute modification de la Constitution. C'est pour cette raison que la Cour suprême invalida la loi. Le gouvernement décida de défier cette mesure judiciaire. Les partis blancs d'opposition par contre décidèrent de s'appuyer sur cette décision de la Cour suprême pour lancer une campagne d'agitation dans le pays afin de provoquer la chute du gouvernement.

Cette lutte entre deux partis de la minorité blanche du pays est exploitée adroitement par les organisations représentant les gens de couleur, grande majorité de la population. Cette population, composée de 8 millions de nègres, d'un million de mulâtres et de 300.000 Indiens, fait preuve d'un esprit de révolte grandissant en face de leurs oppresseurs communs. Tout récemment encore, les gouvernements blancs s'efforcèrent toujours de les opposer les uns aux autres. Les

dernières mesures racistes de Malan les ont tous réunis (c'est d'ailleurs la raison de l'opposition d'une partie des Blancs à Malan, de ceux qui craignent qu'en allant trop loin, il précipitera une crise politique et sociale sans précédent en Afrique du sud). Les trois organisations représentatives de cette masse opprimée — le Congrès National africain, représentant la population noire, le Congrès indien de l'Afrique du sud et le Comité d'action pour le droit de vote au Cap, représentant les gens de couleur — ont décidé d'engager à partir du 6 avril une campagne de désobéissance civile. Elles appellent toute la population à défier en masses quelques-unes des lois racistes les plus réactionnaires appliquées en Afrique du sud: lois du Passeport (les gens de couleur ne peuvent pas voyager sans passeport à l'intérieur du pays et en dehors de leurs « réserves »); loi sur les Territoires réservés aux Groupements de couleur, qui interdit aux gens de couleur d'habiter en dehors de certains districts fixés; lois sur l'*Apartheid* qui introduisent une séparation raciale dans les trains, les bureaux de poste, les gares, etc. Particulièrement odieuse est la loi interdisant les relations sexuelles entre gens de couleur et Blancs, qui, comme au temps des lois nazies de Nuremberg, punissent de telles relations de cinq années de prison. Particulièrement significative est la loi qui limite la propriété foncière des gens de couleur (80 % de la population, de couleur, ne possèdent que 12 % de la terre) et qui détermine même les limites de leur propriété en bétail!

Afin d'appuyer la campagne de désobéissance civile, un million de shillings est rassemblé depuis le 1<sup>er</sup> décembre passé. Un Conseil Réuni du Plan des trois organisations précitées a été constitué pour diriger la campagne.

Albert PARKER.

## Australie

### Candidature de gauche dans les syndicats

Nick Origlass, représentant de l'aile gauche du Parti travailliste australien à Sydney, a posé sa candidature à l'élec-

tion du président du syndicat des métallurgistes d'Australie. Le contrôle de ce syndicat est récemment passé des stali-